

Chambre des Représentants**Kamer der Volksvertegenwoordigers**

Session de 1933-1934

N° 23

Zittingsjaar 1933-1934

BUDGET N° 4XIII.

SEANCE
du 22 novembre 1933VERGADERING
van 22 November 1933

BEGROTING N° 4XIII.

**BUDGET
du Ministère de la Défense Nationale
pour l'exercice 1934.****RAPPORT
FAIT AU NOM DE LA COMMISSION (1)
PAR M. de BURLET.**

MADAME, MESSIEURS,

Comme vous le constaterez, votre rapporteur s'est efforcé de répondre aux vœux qui ont été exprimés par les représentants autorisés de tous les groupes de la Chambre, en rédigeant un rapport excessivement condensé et en le déposant dans les délais les plus réduits.

Il est inutile de vous dire que c'est à son corps défendant qu'il vous soumet un travail aussi sommaire, aussi imparfait et aussi incomplet. S'il avait pu agir selon son désir il aurait développé et détaillé ses craintes personnelles qui sont, il en a la certitude, celles de beaucoup d'entre vous; il aurait repris sans hésiter les considérations qu'il avait émises au début de son rapport sur le Budget de la Défense nationale pour 1933; il les aurait accentuées encore, et il aurait enfin poussé le même cri d'alarme en essayant d'y mettre plus de persuasion qu'en mars 1933.

Il considère, en effet, que le projet de budget qui vous est soumis reste, comme en 1932, et en 1933, un projet de budget pauvre, un budget « à peine d'entretien ».

Votre rapporteur n'a cependant pas perdu de vue que le Budget extraordinaire de cette année va très heureusement

(1) La Commission, présidée par M. Mundeleer, était composée :

1^e Des membres de la Commission de la Défense Nationale :
MM. Raveraer, De Dijck, De Vlaeminck, De Gucht.

Le présent rapport n° 23 a été distribué le 27 novembre 1933. (Art. 4 de la résolution de la Chambre relative à l'examen des Budgets.)

**BEGROTING
van het Ministerie van Landsverdediging
voor het dienstjaar 1934.****VERSLAG
NAMENS DE COMMISSIE (1) UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER de BURLET.**

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Zooals gij het zult vaststellen, heeft uw verslaggever getracht te gemoet te komen aan de wenschen uitgedrukt door de gemandateerde vertegenwoordigers van alle Kamergroepen, met een uiterst bondig verslag op te stellen en dit in te dienen binnen den kortst mogelijken tijd.

Onnoodig te zeggen dat hij U, tegen wil en dank, zulk beknopt, zulk onvolmaakt en ook onvolledig werk voorlegt. Had hij mogen handelen naar zijn wenschi, dan had hij zijn persoonlijke beduchtheden, die, hij is er zeker van, ook die zijn van velen onder U, omstadiig en uitgebreid ontwikkeld; zonder aarzelen had hij de beschouwingen in 't begin van zijn verslag over de Begroting van Landsverdediging voor 1933 ten beste gegeven, overgenomen en nog aangedikt en had hij, ten slotte, denzelfden alarmkreet geslaakt met, zoo mogelijk, nog meer overtuiging dan in Maart 1933.

Hij is, inderdaad van meening dat het U voorgelegd Begrootingsontwerp, evenals in 1932 en 1933, nog steeds een ontwerp van armstige Begroting is, nauwelijks een Begroting van onderhoud.

Uw verslaggever heeft echter niet uit het oog verloren dat de buiten gewone Begroting dit jaar gelukkiglijk de

(1) De Commissie, voorgezeten door den heer Mundeleer, bestond uit :

1^e De leden van de Commissie voor Landsverdediging : de

Dit verslag n° 23 werd rondgedeeld op 27 November 1933.
(Art. 4 van het besluit van de Kamer betreffende de behandeling van de Begrotingen.)

Chambre des Représentants		Kamer der Volksvertegenwoordigers	
Session de 1933-1934	N° 23	Zittingsjaar 1933-1934	
BUDGET N° 4XIII.	SEANCE du 22 novembre 1933	VERCADERING van 22 November 1933	BEGROTING N° 4XIII.

BUDGET
du Ministère de la Défense Nationale
pour l'exercice 1934.

RAPPORT
FAIT AU NOM DE LA COMMISSION (1)
PAR M. de BURLET.

MADAME, MESSIEURS,

Comme vous le constaterez, votre rapporteur s'est efforcé de répondre aux vœux qui ont été exprimés par les représentants autorisés de tous les groupes de la Chambre, en rédigeant un rapport excessivement condensé et en le déposant dans les délais les plus réduits.

Il est inutile de vous dire que c'est à son corps défendant qu'il vous soumet un travail aussi sommaire, aussi imparfait et aussi incomplet. S'il avait pu agir selon son désir il aurait développé et détaillé ses craintes personnelles qui sont, il en a la certitude, celles de beaucoup d'entre vous; il aurait repris sans hésiter les considérations qu'il avait émises au début de son rapport sur le Budget de la Défense nationale pour 1933; il les aurait accentuées encore, et il aurait enfin poussé le même cri d'alarme en essayant d'y mettre plus de persuasion qu'en mars 1933.

Il considère, en effet, que le projet de budget qui vous est soumis reste, comme en 1932, et en 1933, un projet de budget pauvre, un budget « à peine d'entretien ».

Votre rapporteur n'a cependant pas perdu de vue que le Budget extraordinaire de cette année va très heureusement

BEGROTING
van het Ministerie van Landsverdediging
voor het dienstjaar 1934.

VERSLAG
NAMENS DE COMMISSIE (1) UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER de BURLET.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Zoals gij het zult vaststellen, heeft uw verslaggever getracht te gemoet te komen aan de wenschen uitgedrukt door de gemandateerde vertegenwoordigers van alle Kamergruppen, met een uiterst bondig verslag op te stellen en dit in te dienen binnen den kortst mogelijken tijd.

Onnooidig te zeggen dat hij U, tegen wil en dank, zulk beknopt, zulk onvolmaakt en ook onvolledig werk voorlegt. Had hij mogen handelen naar zijn wensch, dan had hij zijn persoonlijke beduchtheden, die, hij is er zeker van, ook die zijn van velen onder U, omstredig en uitgebreid ontwikkeld; zonder aarzelen had hij de beschouwingen in 't begin van zijn verslag over de Begroting van Landsverdediging voor 1933 ten beste gegeven, overgenomen en nog aangedikt en had hij, ten slotte, denzelfden alarmkreet geslaakt met, zoo mogelijk, nog meer overtuiging dan in Maart 1933.

Hij is, inderdaad van meening dat het U voorgelegd Begrootingsontwerp, evenals in 1932 en 1933, nog steeds een ontwerp van armtierige Begroting is, nauwelijks een Begroting van onderhoud.

Uw verslaggever heeft echter niet uit het oog verloren dat de buiten gewone Begroting dit jaar gelukkiglijk de

(1) La Commission, présidée par M. Mundeleer, était composée :

1^e Des membres de la Commission de la Défense Nationale : MM. Bovesse, de Burlet, De Jaegere (Adolphe), Delacollette, Ernest, Fieullien, Gelders, Hoen, Horrent, Housiaux, Marck, Erne, Missiaen, Nèves, Sandront, Schevenels, Vandemeulebek (Joseph), Vandemeulebroucke (Hippolyte), Van der racht, Van Hoeck, Vankesbeeck;

2^e Des membres désignés par les sections : MM. Merget, Gelders, Coelst, Koelman, De Vleeschauwer, De Rasquinet.

(1) De Commissie, voorgezeten door den heer Mundeleer, bestond uit :

1^e De leden van de Commissie voor Landsverdediging : de heeren Bovesse, de Burlet, De Jaegere (Adolphe), Delacollette, Ernest, Fieullien, Gelders, Hoen, Horrent, Housiaux, Marck, Materne, Missiaen, Nèves, Sandront, Schevenels, Vandemeulebroucke (Joseph), Vandemeulebroucke (Hippolyte), Van der Gracht, Van Hoeck, Van Kesbeeck ;

2^e De leden aangeduid door de afdeelingen : de heeren Merget, Gelders, Coelst, Koelman, De Vleeschauwer, De Rasquinet.

pallier les pauvretés du budget ordinaire en ce qui concerne certains chapitres, et il en dira un mot plus loin.

Mais le Budget extraordinaire ne portera pas remède à d'importantes et dangereuses lacunes que la situation économique aggrave d'année en année de façon toujours plus inquiétante, et plusieurs membres de la Commission se sont inquiétés, entre autres, du déficit important dans nos réserves de munitions d'artillerie et d'infanterie.

La situation, sous ce rapport, n'est cependant pas aussi mauvaise qu'on l'a dit.

Le déficit est connu, c'est certain, car on l'a signalé à maintes reprises, et cela s'explique, puisque la mise à hauteur des approvisionnements en munitions nécessitait un effort financier considérable, au regard duquel les crédits qui ont pu être mis à la disposition du Département, au cours de ces dernières années, ont été jusqu'ici d'une insuffisance notable.

Au cours de 1932, la situation n'a pu être améliorée que dans la mesure des ressources d'un budget qui a été soumis à des compressions particulièrement sévères.

Ce qui précède concerne surtout les munitions d'artillerie. Il y a lieu de remarquer à ce sujet que la mise en service de nombreuses pièces d'artillerie nouvelles, est un facteur sérieux de la situation actuelle qui, tout en n'étant pas satisfaisante, est loin d'être désastreuse.

Une partie très importante du Budget extraordinaire est prévue pour compléter les approvisionnements de l'artillerie.

En ce qui concerne les munitions d'infanterie, leur mise à hauteur fera éventuellement l'objet d'un arrangement portant sur la fourniture par la F. N. d'importantes quantités de cartouches à exécuter dans un délai déterminé.

D'autre part, des membres de la Commission ont demandé si les divisions de réserve auraient, en cas de mobilisation, l'armement, les munitions et l'équipement nécessaires.

M. le Ministre a bien voulu accepter d'éclairer les membres de la Commission sur cette importante question et sur toutes celles qui ont fait l'objet d'échanges de vue lors de l'examen du projet du Budget. L'honorable M. Devèze parlera à la Commission de la Défense Nationale de la Chambre, ainsi qu'il l'a fait longuement il y a peu de jours à la Commission de la Défense Nationale du Sénat. Mais nous savons dès aujourd'hui que les crédits sollicités au budget extraordinaire devront assurer le complément des besoins de l'armée de campagne en armement, en munitions, matériels divers et équipements.

Hélas, la Commission de la Défense Nationale de la Chambre n'a pas été mise à même de discuter, ni d'examiner en ce qui concerne la Défense Nationale, le Budget extraordinaire pour 1934 : et c'est fort regrettable.

Il eût été logique que la Commission étudiait les deux projets concurremment, de façon à connaître exactement la destination des sommes enfin demandées au Parlement pour l'Armée et la défense du Pays, et afin de savoir si certains chapitres du Budget ordinaire pourraient bénéficier, directement ou indirectement, de crédits supplémentaires sans plus de retard.

tekortkomingen der gewone Begrooting zal aanvullen, wat betreft sommige hoofdstukken, en hij zal er verder een woord over zeggen.

Doch de buitengewone Begrooting zal niet verhelpen aan belangrijke en gevaarlijke leemten die door den economischen toestand van jaar tot jaar op steeds onrustbarende wijze verwaard worden, en meerdere leden der Commissie maakten zich, onder andere, ongerust over ons belangrijk tekort aan artillerie- en infanterie-munitie.

De toestand is nochtans, op dit punt, zoo slecht niet als men gezegd heeft.

Zeker, het tekort is bekend, want er werd herhaaldelijk op gewezen, en het is begrijpelijk, vermits het op peil brengen der munitievoorraden een aanzienlijke financiële inspanning zou vergen, waarbij vergeleken de credieten die in den loop der laatste jaren ter beschikking van het Departement konden worden gesteld, tot nog toe zeer onvoldoende bleken.

In den loop van 1932, kon de toestand slechts verbeterd worden in de mate van de middelen eener begrooting die bijzonder strenge inkrimpingen moest ondergaan.

Het voorgaande betreft vooral de artillerie-munitie. Hieromtrent dient opgemerkt dat het in dienst stellen van talrijke nieuwe kanonnen, een ernstige factor is van den huidigen toestand die, alhoewel onvoldoende, nochtans ver van rampspoedig is.

Een zeer belangrijk gedeelte der Buitengewone Begrooting moet dienen om de artillerie-benodigdheden aan te vullen.

Wat het op peil brengen van de infanterie-munitie betreft, zal misschien een overeenkomst worden getroffen aangaande het leveren door de F.N., binnen een bepaalde termijn, van belangrijke hoeveelheden patronen.

Van den anderen kant, vroegen leden der Commissie of, in geval van mobilisatie, de reserve-divisie's zouden beschikken over de noodige bewapening, munitie en uitrusting.

De Minister heeft het goed gevonden de leden der Commissie in te lichten over deze belangrijke vraag en over al deze waarover gedachtenwisselingen plaats hadden bij het onderzoek van het Begrootingsontwerp : de achtbare heer Devèze zal spreken tot de Kammercommissie voor Landsverdediging zoals hij het, vóór enkele dagen, in 't lang en in 't breed gedaan heeft in de Senaatscommissie voor Landsverdediging. Doch wij weten nu reeds dat de in de Buitengewone Begrooting gevraagde credieten zullen moeten voorzien in de bijkomende behoeften van het Leger te velde, wat betreft bewapening, munitie, materieel en uitrusting.

Ongelukkiglijk werd de Kammercommissie voor Landsverdediging niet in staat gesteld de Buitengewone Begrooting voor 1934 te bespreken of te onderzoeken, wat de Landsverdediging betreft : en dit is zeer te betreuren.

Het ware logisch geweest dat de Commissie beide ontwerpen samen bestudeerde, ten einde de juiste bestemming te kennen van de sommen die eindelijk aan het Parlement gevraagd worden voor het Leger en de Landsverdediging, en ten einde te weten of sommige hoofdstukken der gewone Begrooting, zonder dralen, rechtstreeks of onrechtstreeks konden mit trekken uit bijkomende credieten.

La Commission de la Défense Nationale s'élève une fois de plus contre cette façon de travailler. La même observation est reproduite depuis de nombreuses années dans les mêmes circonstances sans que satisfaction nous soit donnée.

Nous savons que cette décision devrait être prise par M. le Premier Ministre et par M. le Ministre des Finances, et la Commission émet une fois encore le vœu que le budget extraordinaire soit joint au budget ordinaire l'an prochain, en ce qui concerne la Défense Nationale.

Il est, en effet, incontestable que la majeure partie des membres de la Commission de la Défense Nationale est la plus qualifiée pour étudier les questions ayant trait à l'Armée et à la défense de la Nation. Elle est composée en grand nombre de parlementaires, anciens combattants et combattants de demain : elle compte des députés siégeant dans son sein depuis de longues années et qui ont acquis une expérience particulière dans les questions militaires. Il semble donc bien que c'est à eux qu'incombe logiquement l'examen, l'étude et la discussion approfondie de tous les projets se rapportant à la Défense nationale.

Au moment où le Pays et la Chambre elle-même demandent énergiquement l'amélioration du travail parlementaire, l'étude plus soignée des projets soumis à nos délibérations, plus de clarté et de concision dans les débats publics, il faut confier aux compétences spécialisées la préparation de la discussion en séance.

**

Madame, Messieurs, votre Rapporteur se permet, afin d'abréger son travail, de vous demander de bien vouloir lire les cinq ou six premières pages de son rapport sur le Budget de 1933. Elles pourraient trouver place, je pense, avec les autres d'ailleurs, dans son rapport sur le Budget de 1934.

**

Cette année, la Commission de la Défense nationale a examiné le projet de budget ordinaire pour 1934 non pas avec distraction, mais d'une façon plus rapide et plus superficielle que les années précédentes.

Les divers postes n'ont d'ailleurs subi que peu de changements. Mais votre rapporteur a eu l'impression bien nette que les préoccupations de la Commission étaient plus élevées cette année et plus graves ; elles allaient bien plus vers la défense des frontières et vers le péril que peut courir la Nation dans les heures troubles que vit le monde, que dans les détails mêmes du budget : administration, traitements, académie militaire, nourriture des troupes, etc., etc. La plupart des questions posées par nos honnables collègues se rapportent à l'angoissant problème dont tous les Belges parlent en ce moment : bloquer l'ennemi à la frontière, assurer la défense efficace du Luxembourg et donner dès le 1^{er} jour aux troupes chargées de cette mission l'équipement, l'armement, les munitions et le charroi qui leur seront indispensables.

De Commissie voor Landsverdediging komt eens te meer op tegen deze manier van werken. Dezelfde opmerking wordt in gelijke omstandigheden, sedert jaren, herhaald, zonder dat men ons voldoening schenkt.

Wij weten dat deze beslissing zou moeten genomen worden door den Eerste-Minister en den Minister van Financiën, en de Commissie drukt nogmaals den wensch uit dat de Buitengewone Begroting, toekomend jaar zou gevoegd worden bij de gewone Begroting, wat betreft de Landsverdediging.

Ongetwijfeld, is het grootste deel van de leden der Commissie voor Landsverdediging het meest bevoegd om de vraagstukken te bestudeeren, betreffende het Leger en de Landsverdediging. Zij bestaat grootendeels uit volksvertegenwoordigers oud-strijders en strijders van morgen : zij telt volksvertegenwoordigers die sedert jaren zetelen en een bijzondere ondervinding hebben verkregen in zake militaire vraagstukken. 't Is dus aan hen dat logisch het onderzoek, de studie en de grondige besprekking zou moeten worden toevertrouwd van alle ontwerpen met betrekking tot de Landsverdediging.

Op het oogenblik dat het Land en de Kamer zelf, met klem de verbetering vragen van de parlementaire werkzaamheid, een beter verzorgde studie der ons voorgelegde ontwerpen, meer klarheid en bondigheid in de openbare besprekkingen, moet aan gespecialiseerde bevoegdheden de voorbereiding worden toevertrouwd van de besprekting ter vergadering.

**

Mevrouw, Mijne Heeren, uw verslaggever veroorlooft zich, ten einde zijn werk in te korten, U te vragen de eerste 5 of 6 bladzijden te willen herlezen van zijn verslag over de Begroting van 1933. Zij zouden denk ik, evenals de overige ten andere, mogen herhaald worden in zijn verslag over de Begroting van 1934.

**

Het ontwerp van gewone Begroting voor 1934 werd, dit jaar, door de Commissie voor Landsverdediging niet minder zorg, doch op eene snellere en meer oppervlakkige wijze onderzocht dan de vorige jaren.

Trouwens, weinig veranderingen werden aan de verschillende posten gebracht. Maar uw verslaggever heeft goed kunnen merken, dat de bezorgdheden der Commissie op een hooger peil stonden, en van ernstigeren aard waren : meer aandacht werd geschonken aan de grensverdediging en aan het gevaar dat de Natie in deze beroerde tijden bedreigt, dan aan de eigenlijke bijzonderheden van de Begroting : bestuur, wedden, militaire academie, voeding der troepen, enz., enz. Het meerendeel van de door onze achtbare collega's gestelde vragen hebben betrekking op het angstwekkend vraagstuk waarover alle Belgen op dit oogenblik spreken : de vijand aan de grens tegenhouden, de doelmatige verdediging van Luxemburg verzekeren en, van den beginne af, aan de met deze opdracht belaste troepen, de uitrusting, de bewapening, den krijgs-

M. le Ministre de la Défense nationale répondant, comme il le fit maintes fois déjà, au désir exprimé par la Commission, a bien voulu, ainsi que je l'ai dit plus haut, accepter de leur donner verbalement toutes les précisions demandées.

Il n'est évidemment pas désirable que votre rapporteur publie les détails de cette conférence qui fut très appréciée déjà par les membres du Sénat.

**

Des membres étudiant la mobilisation de l'armée et son utilisation rapide dès le début d'une campagne, ont fait de nombreuses observations sur le cadre des officiers et des sous-officiers, et sur les indiscutables lacunes de la loi de milice actuelle. Plusieurs de nos collègues craignent, non sans raison, que les divisions de réserve n'aient pas l'entraînement, la préparation et la cohésion sans lesquels elles ne seraient, entre les mains de leurs chefs, qu'une cohue inutilisable pendant une période assez longue. Des membres ont émis cet avis qu'il vaudrait peut être mieux diminuer le temps de service et multiplier les rappels de 8 à 10 jours.

M. le Ministre de la Défense nationale répond à cela qu'avec le court terme de service actif, il est indispensable de prévoir un rappel ininterrompu de longue durée. Ce rappel doit être considéré comme le prolongement du terme de service actif et non pas comme une simple révision des exercices enseignés au cours du service actif.

Depuis 1933, une reprise en mains est prévue pour les unités de l'infanterie et de l'artillerie de division ou de corps d'armée, au cours de deux rappels supplémentaires de 8 jours chacun, à effectuer les 4^e, 5^e ou 6^e années du terme de milice.

Il ne peut être question de réduire encore la durée du temps de service actif.

D'autre part, une augmentation du nombre de rappels serait souhaitable. Le Ministre de la Défense nationale s'y rallierait avec joie si le Parlement était disposé à les lui accorder.

Il partage entièrement l'avis des membres qui ont dit que l'utilisation des divisions de réserve dès le début d'une campagne doit être assurée.

L'honorable Ministre de la Défense nationale a d'ailleurs pris dès à présent, et dans la mesure de son pouvoir, toutes les dispositions qui permettent d'atteindre ce but.

**

Des membres de la Commission de la Défense nationale ont signalé, à propos de la question de la mobilisation, qu'à leur avis, il y avait trop d'officiers invalides en activité de service et que, parmi ces officiers invalides un grand nombre était représenté par des officiers malades, c'est-à-dire, absolument incapables d'entrer en campagne.

On a cité des chiffres vraiment impressionnantes, et la

voorraad en de vervoermiddelen te bezorgen welke hiervoor onmisbaar zijn.

Zoals ik het hiervoren gezegd heb, heeft de Minister van Landsverdediging, ingaande op den wensch van de Commissie, zich bereid verklaard, mondeling alle gewenachte bijzonderheden te verstrakken, zoals dit hooger reeds werd gezegd.

Het ware niet wenschelijk dat uw verslaggever in bijzonderheden zou treden over deze conferentie welke door de leden van den Senaat reeds zeer op prijs werd gesteld.

**

Bij de studie van de legermobilisatie en van de snelle aanwending der troepen, bij den aanvang van een veldtocht, werden door de leden talrijke opmerkingen gemaakt aangaande het kader der officieren en der onder-officieren, en over de onbetwistbare leemten welke de huidige militiewet vertoont. Niet zonder reden, zijn onderscheidene van onze collega's er voor beducht, dat de reserve afdeelingen de opleiding, de voorbereiding en den samenhang zouden missen, zonder welken zij, in de handen hunner oversten, eene voor langen tijd onbruikbare massa zouden vormen. Sommige leden beweerden dat het misschien beter ware den diensttijd te verkorten en de wederoproepingen van 8 tot 10 dagen te vermenigvuldigen.

Hierop antwoordt de Minister, dat het wegens den korte diensttijd volstrekt noodig is, eene onafgebroken wederoproeping van langen duur te voorzien. Deze wederoproeping moet aangezien worden als de verlenging van den actieven dienst en niet als een eenvoudige herhaling van de gedurende den diensttijd aangeleerde oefeningen.

Sedert 1933, is een wederonderhandenneming voorzien voor de eenheden van de infanterie en van de divisie- of legerkorpsartillerie, gedurende twee wederoproepingen van acht dagen, ieder uit te voeren tijdens het 4^e, 5^e of 6^e jaar van den militietermijn.

Men mag er niet aan denken, den duur van den actieven dienst nog in te krimpen.

Anderzijds, ware het wenschelijk eene vermeerdering van het aantal wederoproepingen te bekomen. De Minister van Landsverdediging ziet hier volstrekt geen bezwaar tegen, indien het Parlement deze moet willen toestaan.

Hij is het volkomen eens met de leden die verklaarden dat de aanwending van de reserveafdeelingen reeds van den aanvang af van een veldtocht, moet verzekerd worden.

Reeds, van nu af, heeft de achtbare Minister van Landsverdediging, binnen de perken zijner bevoegdheid, alle schikkingen getroffen welke toelaten, dit doel te bereiken.

**

Handelende over de mobilisatiequaestie, waren sommige leden van de Commissie voor Landsverdediging van oordeel dat er te veel invalide officieren in actieven dienst waren, en dat er onder deze invalide officieren vele zieke officieren waren, welke dus geenszins in staat zijn te veldtocht mede te maken.

Indrukwekkende cijfers werden aangehaald, en de Com-

Commission unanime a chargé votre rapporteur de demander à M. le Ministre des renseignements exacts à ce sujet. L'honorable M. Devèze a bien voulu répondre aussitôt :

Le nombre maximum d'officiers des armes prévu par la loi des cadres est de 3,976 et *ce nombre n'est pas atteint* actuellement ; le renseignement fourni n'est donc pas exact.

Seuls, les officiers invalides réunissant encore les conditions physiques voulues pour faire campagne et être affectés à des unités combattantes ont été maintenus en service actif ; ces officiers R. P. B., d'ailleurs peu nombreux, dont le cas est régi par un statut spécial, ne sont plus aptes à supporter les fatigues du combat et seraient, en cas de guerre, utilisés dans les services sédentaires.

Je signale en outre que les chefs à tous les degrés de la hiérarchie ont le devoir permanent de signaler au Département et de proposer pour la mise à la pension les officiers, sous leurs ordres, qui ne possèdent plus les aptitudes morales et physiques, ainsi que les connaissances générales et professionnelles nécessaires, pour exercer, en temps de paix comme en temps de guerre, les fonctions de leur grade.

Le nombre d'officiers en activité, bénéficiaires d'une pension d'invalidité, n'est pas de 6,085.

Il est exactement de 2,368, se décomposant comme suit :

44 officiers généraux,
525 officiers supérieurs,
1,799 officiers subalternes.

A noter qu'en campagne, ces officiers n'occupaient pas le grade dont ils sont actuellement titulaires et que leurs pensions d'invalidité ne sont pas en rapport avec leur grade.

Aucune disposition légale ne permet de faire passer d'office à la réserve les officiers invalides qui exercent parfaitement les fonctions de leur grade en activité. A la réserve, ils seraient d'ailleurs rappelés à l'activité en cas de mobilisation.

Le Département veille attentivement à éloigner des cadres actifs tous les officiers, invalides de guerre ou non, qui viennent à ne plus posséder les aptitudes pour exercer les fonctions de leur grade en temps de paix et en temps de guerre. Il étudie actuellement la possibilité de faire passer dans les cadres des services, les officiers des armes, anciens combattants, dont les aptitudes physiques déclinaient, et ce, aux fins de ne pas grever le Trésor par l'octroi de pensions prématuées.

**

Dans le même ordre d'idée, mais en ce qui concerne le temps de paix et la situation actuelle, un membre de la Commission s'est élevé contre le nombre d'officiers en activité, qu'il trouve beaucoup trop élevé.

Cette question a été soulevée régulièrement au cours de

mission was het eens om uwen verslaggever opdracht te geven, dienaangaande nauwkeurige inlichtingen bij den Minister in te winnen. Terstond, heeft de achtbare heer Devèze het volgende geantwoord :

Het maximum aantal officieren van de wapens, voorzien bij de wet op het kader, bedraagt 3,976 *en dit getal wordt thans niet bereikt*; de verstrekte inlichting is dus niet juist.

Alleen de invalide officieren die nog de vereischte lichamelijke geschiktheid bezitten om aan een veldtocht deel te nemen en om bij een strijdende eenheid ingedeeld te worden, zijn in actieve dienst behouden gebleven; de weinig talrijke officieren A.W.V. (R.P.B.), wier geval door een bijzonder statuut wordt geregeld, zijn niet meer in staat de vermoeissen van den strijd te doorstaan en zouden, in geval van oorlog, bij sedentaire diensten ingelijfd worden.

Ik stip daarenboven aan, dat op alle sporten van de hiérarchie, de oversten altijd tot plicht hebben de aandacht van het Departement te vestigen en de oppensioenstelling te vragen van de onder hunne bevelen staande officieren die de vereischte moreele en lichamelijke geschiktheid, alsmede de algemeene en de beroepskenis niet meer zouden bezitten om, zoowel in vredes- als in oorlogstijd, de bezigheden van hunnen graad te vervullen.

De in activiteit zijnde officieren, die een invaliditeitspensioen ontvangen, zijn geen 6,085 in getal.

Eigenlijk, is het 2,368, onderverdeeld als volgt :

44 officieren-generaals;
525 hogere officieren;
1,799 officieren van lageren rang.

Er valt op te merken, dat deze officieren, gedurende den veldtocht, den graad niet bekledden welken zij thans bezitten, en dat hunne invaliditeitspensioenen niet overeenstemmen met hunnen graad.

De invalide officieren die, in actieve dienst, de bezigheden van hunnen graad volkomen vervullen, kunnen krachtens geene enkele wettelijke bepaling ambtshalve naar de reserve overgeplaatst worden. Bij de reserve zouden zij trouwens tot de activiteit teruggeroepen worden, in geval van mobilisatie.

Het Departement streeft er naar, alle officieren, oorlogsinvaliden of anderen, die de geschiktheid niet meer zouden bezitten om de bezigheden van hunnen graad in vredes- en in oorlogstijd te vervullen, uit de actieve kaders te verwijderen. Thans onderzoekt het de mogelijkheid, den overgang te regelen in de kaders der diensten van de officieren der wapens, oudstrijders, wier lichamelijke geschiktheid zou afnemen, dit ten einde de Schatkist niet te bezwaren door het verleenen van vervroegde pensioenen.

**

In verband hiermede, doch wat vredestijd en huidige toestand betreft, is een lid van de Commissie opgekomen tegen het aantal in actieve dienst zijnde officieren heelwelk volgens hem te overdreven is.

Geregeld werd deze quaestie opgeworpen bij nagenoeg

presque toutes les discussions du budget de la Défense nationale pendant ces dernières années et votre rapporteur y a répondu chaque fois longuement.

Vous voudrez bien, Madame, Messieurs, lire les pages 28, 29, 30, 31 et 32 de mon rapport sur le budget de 1933, elles contiennent des renseignements détaillés sur cette question.

Un membre a fait remarquer qu'il lui était difficile de connaître de façon exacte le nombre des officiers de l'Armée belge : à la Société des Nations, a-t-il dit, on a donné un chiffre; à des députés, le Ministère de la Défense nationale en a donné un autre; et si l'on consulte l'*Annuaire Officiel* on n'arrive pas encore à un des chiffres précédents.

Notre honorable collègue a parlé d'un régiment où il y avait 3 colonels, 5 majors, etc.

Vous trouverez ci-après, Madame, Messieurs, le tableau des officiers de l'active en solde au 12 novembre 1933.

alle besprekingen over de Begroting van Landsverdediging, welke deze laatste jaren plaats hadden, en uw verslaggever heeft er telkens breedvoerig op geantwoord.

Gelieve dus, Mevrouw, Mijne Heeren, de bladzijden 28, 29, 30, 31 en 32 van mijn verslag over de Begroting van 1933 te herlezen; zij bevatten uitgebreide gegevens omtrent deze zaak.

Een lid deed opmerken, dat het hem moeilijk viel, op nauwkeurige wijze, het getal officieren van het Belgisch Leger te kennen : aan den Volkenbond, zegde hij, heeft men een cijfer opgegeven; aan volksvertegenwoordigers heeft het Ministerie van Landsverdediging een ander cijfer verstrekt, en indien men het Officieel Jaarboek openslaat, bekomt men nog geen der vorige cijfers.

Uwe achtbare collega sprak over een regiment waarin 3 koloneis waren, 5 majoors, enz.

Hierna zult U, Mevrouw, Mijne Heeren, de lijst vinden van de officieren van het actieve leger, welke bezoldigd werden op 12 November 1933.

Relevé des officiers de l'active, en solde au 16 novembre 1933

	Armes et Corps des Transports							Services										Observations					
	I	C	A	Gn.	Aé. M.	C. T.	Totaux	Ingenieurs des Fabrications militaires	Secrétaires	Intendance	Administration	Comptables de m tériel	Service médical	Service pharmaceutique	Service vétérinaire	Chefs de musique	Totaux	Totaux armes et services	Gendarmerie	Totaux Armée et Gendarmerie			
Officiers généraux																							
Lieutenants Généraux . . .	0	0	0	0	0	0	23	0	23	4	0	0	0	0	0	0	2	25	0	25			
Généraux-Majors . . .	0	0	0	0	0	0	28	0	28	4	0	1	0	0	0	0	7	35	1	36			
Officiers supérieurs																							
Colonels	41	11	22	13	3	3	0	0	93	1	0	3	0	0	0	0	16	109	3	112			
Lieutenants Colonels . . .	58	10	26	6	8	6	0	0	114	2	0	3	0	0	0	0	22	136	6	142			
Majors	125	20	77	22	12	4	0	0	260	4	3	8	12	3	28	6	68	328	6	334			
Officiers subalternes.																							
Cap.-comdts et Capitaines	955	115	284	102	57	53	0	0	1,566	15	26	7	162	38	97	24	27	8	1,965	66	2,031		
Lieutenants	355	63	233	126	16	18	0	0	811	6	2	0	55	14	91	19	12	16	215	1,026	57	1,083	
Sous-Lieutenants	150	57	37	7	10	12	0	0	273	0	0	0	45	10	9	10	2	0	76	349	13	362	
Sous-lieutenants élèves. (Ecole d'application, Service de santé et Service vétérinaire) . . .	0	0	0	0	0	0	64	0	64	0	0	0	0	0	0	0	60	60	124	0	124		
Totaux par arme et service . .	1,684	276	679	276	106	96	51	64	3,232	33	31	22	274	65	247	64	50	19	60	865	4,097	152	4,240

Aucun régiment ne compte à son effectif 3 colonels et 5 majors. Le renseignement fourni à la Commission du Budget de la Défense Nationale est donc erroné.

Il y a lieu de noter qu'une personne non avertie peut se laisser induire en erreur par la présence dans certains régiments d'un major qui commande le bataillon de mitrailleurs. Ce major ne peut être compté comme appartenant au régiment qui l'administre. De même, il y a erreur à compter comme étant à l'effectif d'un régiment, certains officiers supérieurs qui n'y sont rattachés qu'administrativement et dont les fonctions sont ailleurs (commission de pension d'invalidité, commission supérieure d'appel, commission de pension et réforme, etc.)

Il n'a donc pas été tenu compte des officiers en service à la Colonie et en Ethiopie n'émergeant pas au budget de la Défense Nationale.

Il n'est pas exact qu'il y ait un régiment comptant à son effectif 3 colonels et 5 majors.

Tabel der officieren in activiteit, bezoldigd op 16 November 1933

	Wapens en Vervoerkorps								Diensten										Opmerkingen				
	I	C	A	Gn	M. L.	N. C.			Totaal	Ingenieurs der Militaire fabricaten	Secretariessen	Intendance	Bestuur	Rekenplichtigen voor materiaal	Medische dienst	Pharmaceutische dienst	Veeartsenij-dienst	Muziekmeesters	Totaal	Totaal wapens en diensten	Rijkswacht	Totaal Leger en Rijkswacht	
Generaal-officieren																							
Luitenant-generaals . . .	0	0	0	0	0	0		23	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	25	0	25		
Generaal-Majoors . . .	0	0	0	0	0	0		28	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	35	1	36		
Kolonels. . . .	41	44	22	13	3	3	0	0	93	1	0	3	0	0	9	2	1	0	109	3	112		
Luitenant-kolonels . . .	58	40	26	6	8	6	0	0	144	2	0	3	0	0	10	3	4	0	136	6	142	Begrooting van Landsverdediging.	
Majoors	125	20	77	22	12	4	0	0	260	4	3	8	12	3	28	6	4	0	398	6	384		
Kap.-comm. en kapit. . . .	955	415	284	102	57	53	0	0	1,566	45	26	7	162	38	97	24	27	3	899	66	2,081		
Luitenants	355	63	233	126	16	18	0	0	811	6	2	0	55	14	91	19	12	16	215	57	1,083		
Onderluitenants	150	57	37	7	10	12	0	0	273	0	0	0	45	10	9	10	0	0	76	43	362		
Onderluit.-leerling. (Opleidings-school). Gezondheidsdienst en Veeartsenijdienst	0	0	0	0	0	0		64	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	60	60	124	124	
Totaal per wapen en per dienst.	1,684	276	679	276	106	96	54	64	3,232	33	31	29	274	65	247	64	50	19	865	4,097	152	4,249	Het is onjuist dat er een regiment bestaat met 3 kolonels en 5 majoors.

II. — Gaen enkel regiment heeft 3 kolonels en 5 majoors. De aan de Commissie der Begrooting van Landsverdediging verschafte inlichting is dus onjuist:

Er dient opgemerkt dat een niet ingewijd persoon kan bedrogen worden door het aanwezig zijn, in sommige Regimenten, van een majoor die het mitraillers-bataljon beveelt. Deze majoor mag niet aangezien worden als behoorend tot het Regiment dat hem beheert.

Evenzoo is het verkeerd sommige hoofdofficieren te beschouwen als behoorend tot een regiment, terwijl zij er slechts bestuurlijk aan gehecht zijn en hun functie elders ligt. (Commissie van invaliditeitspensioenen, hoge commissie van beroep, commissie van pensioenen en herziening, enz.)

Votre Rapporteur a reçu de plusieurs de nos collègues et plus particulièrement de ceux que les questions agricoles préoccupent spécialement, des demandes le priant de dire l'effort que le Département de la Défense Nationale avait fait depuis un an pour intensifier la consommation par l'Armée des produits de la culture indigène et de la Colonie.

Je suis fort heureux, Madame, Messieurs, de vous donner les détails demandés parce qu'ils montrent les bons résultats auxquels le Département est arrivé, grâce à la bonne volonté et à la ténacité du service de l'Intendance, qui mérite largement la gratitude de nos cultivateurs.

Plusieurs de nos collègues du Sénat et de la Chambre font partie d'une Commission mixte restreinte qui suit de près les adjudications au Ministère de la Défense Nationale, émet des désiderata de l'Agriculture, suit les marchés, connaît les prix, et tâche d'engager nos producteurs à s'intéresser davantage aux achats faits par le Département.

Il ne m'est pas possible hélas de publier ici tous les détails et tous les résultats des adjudications faites depuis un an. Je les possède, et je les tiens à la disposition de nos collègues qui voudraient les consulter. Ils sont pleins d'intérêt et d'enseignements utiles, et en les étudiant, on se rend compte du bel effort tenté et réussi par le Département pour aider notre agriculture dans la crise redoutable qu'elle traverse.

**

L'Intendance n'achète ni blé, ni seigle, ni œufs. Elle n'achète plus de bétail : elle achète de la viande congelée de toute première qualité en Amérique et en Australie dans des conditions les plus avantageuses.

La viande fraîche du pays coûte en moyenne le double de la viande congelée et occasionnerait au Budget de la Défense Nationale, si l'on devait y revenir, une augmentation de dépenses telle que les finances ne pourraient la supporter.

L'Intendance Militaire belge a acheté depuis le mois de juin 1932 au mois de novembre 1933 pour ce qui concerne les produits belges :

Froment : 1,200,000 kilos à des prix variant de fr. 62.63 à fr. 87.90 les 100 kilos

Avoine : 19,185,000 kilos à des prix variant de fr. 55.48 à 100 francs les 100 kilos.

La dernière adjudication d'avoine du 8 novembre 1933 a été de 4,475,000 kilos d'avoine indigène au prix variant de fr. 57.84 à fr. 63.84 les 100 kilos.

L'Intendance fait un grand effort pour n'acheter que des pailles et des foins indigènes.

Paille : 31,200,000 kilos à des prix variant de 12 à 28 francs les 100 kilos.

Foin : 20,135,000 kilos à des prix moyens de 31 à 39 francs les 100 kilos.

Graisse : 111,000 kilos au prix moyen de fr. 3.49 à fr. 5.14 le kilo.

Margarine : 140,524 kilos au prix moyen de fr. 4.30 à fr. 4.40 le kilo.

Aan uw verslaggever werd door verscheidene zijner collega's en, meer in het bijzonder, door dezen die vooral in landbouwvraagstukken belangstellend, gevraagd wat het Departement van Landsverdediging, gedurende het afgelopen jaar, gedaan heeft om het verbruik door het leger van inheemsche en koloniale producten te verhogen.

Ik ben zeer verheugd, Mevrouw, Mijne Heeren, U de gevraagde bijzonderheden te geven, omdat er uit blijkt welken verblijdende uitslag het Departement bereikt heeft, dank zij den goeden wil en de taaie volharding van de Intendance, welke in de ruimste mate den dank onzer landbouwers verdient.

Verscheidene collega's van Senaat en Kamer zijn lid van een kleine gemengde Commissie welke de aanbestedingen van het Ministerie van Landsverdediging van nabij volgt, de desiderata van de landbouwers voorlegt, de markten volgt, de prijzen kent en alles in het werk stelt om bij onze voortbrengers meer belangstelling op te wekken voor de aankopen van het Departement.

Helaas ! het is niet mogelijk hier al de bijzonderheden en al de uitslagen mede te delen van de aanbestedingen welke sedert een jaar uitgeschreven werden. Ik heb ze in mijn bezit en houd ze ter beschikking van dezen die ze zouden willen inzien. Ze zijn uiterst belangrijk en bevatten nuttige inlichtingen. Wanneer men ze doorloopt, ziet men in welke inspanning het Departement zich getroost heeft om onzen landbouw in deze zware crisistijden te helpen te komen.

De Intendance koopt noch koorn, noch rogge, noch eieren. Zij koopt geen vee meer : zij koopt bevroren vleesch van allerbeste kwaliteit in Amerika en Australië tegen allervoordeligste prijzen.

Versch inlandsch vleesch kost gemiddeld dubbel zooveel als bevroren. Mocht men opnieuw versch vleesch gaan kopen, dan zou zulks zoo zwaar op de Begrooting van Landsverdediging drukken dat men er dadelijk weer zou moeten afzien.

De Belgische Militaire Intendance heeft sedert Juni 1932 tot November 1933 de volgende Belgische producten gekocht :

Tarwe : 1,200,000 kilo tegen prijzen van fr. 62.63 tot fr. 87.90 de 100 kilo;

Haver : 19,185,000 kilo tegen prijzen van fr. 55.48 tot fr. 100 de 100 kilo.

De laatste aanbesteding van haver, op 8 November 1933, heeft 4 miljoen 475,000 kilo indlandsche haver bedragen tegen fr. 57.84 tot fr. 63.84 de 100 kilo.

De Intendance stelt alles in 't werk om alleen inlandsch stroo en hooi te kopen.

Stroo : 31.200.000 kilo tegen prijzen van 12 tot 28 frank de 100 kilo;

Hooi : 20,135,000 kilo tegen gemiddelde prijzen van 31 tot 39 frank de 100 kilo.

Reuzel : 111,000 kilo tegen een gemiddelden prijs van fr. 3.49 tot 5.14 per kilo.

Margarine : 140,524 kilo tegen den gemiddelden prijs van fr. 4.30 tot fr. 4.40 het kilo;

Café vert du Congo belge : 337,000 kilos à des prix variant de fr. 6.80 à fr. 10.70 le kilo.

Votre Rapporteur ajoute que toutes les denrées alimentaires sont rigoureusement analysées avant d'être remises à la consommation des troupes.

Mobilisation de la Nation.

Des membres ont posé à votre rapporteur des questions relatives à la mobilisation de la Nation et à la protection des populations civiles et de nos villes contre les attaques aériennes.

Vous voudrez bien, Madame, Messieurs, relire ce que votre rapporteur en a dit dans son rapport sur le budget de 1933, pages 11 et suivantes.

Il a traité, dans ces divers chapitres, de la protection aérienne de nos villes (moyens actifs et passifs) et de la lutte contre les gaz (pour l'armée et pour la population civile).

Depuis lors, d'importants progrès ont été réalisés et l'on peut dire que la manœuvre de défense passive du pays de Liège a donné de précieux enseignements.

Le *Bulletin belge des Sciences militaires*, de novembre 1933, détaille cette manœuvre éminemment intéressante et féconde en résultats pratiques, et il conclut avec raison que « le pays peut se réjouir des résultats obtenus. Il apprendra avec intérêt, dit-il, le résultat des efforts déployés pour sa sauvegarde par les diverses autorités auxquelles ont été apportées les collaborations les plus intelligentes et les plus dévouées. »

Votre rapporteur souscrit de tout cœur à cette juste appréciation. Il a eu l'heureuse occasion d'assister à ces manœuvres d'ensemble parfaitement préparées, étudiées et réussies.

Les résultats auxquels le « Comité d'action », créé par le lieutenant général Giron, est arrivé sont des plus encourageants et devraient être connus et étudiés avec soin par toutes les autorités responsables de la sécurité de nos populations.

M. le Gouverneur de la Province de Liège, les délégués des autorités publiques administratives, les délégués des chemins de fer, des P. T. T., de l'armée, de l'aéronautique (défense terrestre contre avions), les délégués des industriels et de la Croix-Rouge de Belgique méritent certes la reconnaissance du pays; et je m'en voudrais si je ne citais spécialement le lieutenant général Giron et son très actif et très compétent adjoint, le capitaine Calberg, qui furent les merveilleux organisateurs de cette importante manœuvre.

Autorités civiles et militaires s'attelèrent à la tâche ingrate avec une bonne volonté admirable et un entrain remarquable, et M. le Gouverneur de Liège, qui présidait la conférence finale, a rendu un hommage très mérité à tous : Croix-Rouge de Belgique, administrations communales du pays de Liège, général Giron et capitaine Calberg, industriels et ouvriers que se dévouèrent avec intelligence,

Ongebrande koffie uit Belgisch-Congo: 337,000 kilo tegen prijzen van fr. 6.80 tot 10.70 het kilo.

Uw verslaggever voegt er aan toe dat al de eetwaren een scherp onderzoek ondergaan vooraleer zij door den troep verbruikt worden.

Mobilisatie van de Natie.

Doorleden werden aan uw verslaggever vragen gesteld in verband met de mobilisatie van de Natie en de bescherming van de burgerbevolking en van de steden tegen luchtaanvallen.

Mag ik U, Mevrouw, Mijne Heeren, vragen te herlezen wat uw verslaggever daarover gezegd heeft in zijn verslag over de begroting voor 1933, blz. 11 en volgende.

In deze onderscheiden hoofdstukken, heeft hij gehandeld over de luchtverdediging onzer steden (actieve en passieve middelen) en over de bescherming van het leger en de burgerbevolking tegen gashaanvallen.

Sedertdien, werden belangrijke vorderingen gemaakt en men mag zeggen dat de oefening met passieve middelen in het land van Luik kostbare aanwijzingen opgeleverd heeft.

In het *Bulletin belge des Sciences Militaires*, van November 1933, zijn belangrijke bijzonderheden te vinden over deze oefening welke met zulk een practischen uitslag bekroond werd; terecht komt men er tot de slotsom : « Het land mag zich over den bekomen uitslag verheugen. Het zal met belangstelling kennis nemen van den uitslag van de pogingen welke voor zijn bescherming in het werk gesteld werden door de onderscheidene besturen welke op verstandige wijze en met de meeste toewijding terzijde gestaan werden. »

Uw verslaggever onderschrijft uit ganscher harte deze juiste beoordeeling. Het is hem gegund geweest deze oefeningen bij te wonen, welke na degelijke voorbereiding en studie op volmaakte wijze afgelopen zijn.

De uitslagen welke bereikt werden door het « Actie Comité », door Luitenant-Generaal Giron gevormd, zijn in de hoogste mate bemoedigend en zouden ter kennis moeten gebracht worden van al de besturen waaraan de bescherming onzer bevolking toevertrouwd is.

De gouverneur der provincie Luik, de afgevaardigden der openbare besturen, de afgevaardigden der spoorwegen, der P. T. T., van het leger, van de luchtvaart (verdediging tegen luchtaanvallen), de afgevaardigden der industrieën en van het Rood Kruis van België verdiennen zeker den dank van het land en ik zou het mij zelf kwalijk nemen indien ik niet in het bijzonder Luitenant-Generaal Giron en zijn uiterst werkzamen en bevoegden medewerker Kapitein Calberg, noemde die deze belangrijke oefening op schitterende wijze ingericht hebben.

Burgerlijke en militaire overheden hebben met een bewonderenswaardige bereidwilligheid en een merkwaardigen ijver de ondankbare taak op zich genomen; en de Gouverneur van Luik die de slotvergadering voorzag, heeft den verdiensten los aan allen toegezwaaid: Rood Kruis van België, Gemeentebesturen van het land van Luik, Generaal Giron, en Kapitein Calberg, industrieën en arbeiders die,

promptitude, ordre, discipline et méthode dans toutes les manœuvres difficiles et pénibles, de jour et de nuit.

Pour ne pas allonger ce rapport qui veut être court, votre rapporteur se permet de vous engager, Madame, Messieurs, à lire avec toute l'attention qu'elle mérite, la brochure éditée récemment par le *Bulletin belge des Sciences militaires* déjà cité.

Vous yerez avec intérêt, le récit détaillé de la préparation de la manœuvre, les travaux des sous-comités techniques, le scénario général (manœuvre urbaine, usines Cockeril, à Seraing, hauts-fourneaux, etc., charbonnage de Marihaye, à Seraing, usines d'Ougrée-Marihaye, chemins de fer, manœuvre de Renory, à Angleur, bombes incendiaires, etc.).

Vous y trouverez outre les enseignements généraux recueillis, les conclusions que toutes les autorités communales et administratives devraient connaître et méditer et mettre sans retard en application.

Votre rapporteur croit utile de répéter que de très sérieux progrès ont été réalisés et que grâce à l'initiative du lieutenant général Giron et de son adjoint le capitaine Calberg, le problème de la défense passive de nos populations civiles et de nos villes est aujourd'hui bien connu et qu'on possède maintenant des enseignements précis pour le résoudre efficacement.

Nous espérons que les autorités compétentes et responsables s'inspireront sans retard des leçons de la manœuvre de Liège.

**

Pour les questions d'ordre secondaire, plusieurs de nos collègues ont posé diverses questions et je me suis permis de leur remettre directement les réponses que M. le Ministre de la Défense nationale avait bien voulu me faire.

**

Les écoles de pupilles ont soulevé une ou deux observations que je reproduis ci-après avec les explications qui m'ont été données par le Département de la Défense nationale.

Des membres ont demandé pourquoi le Département inscrivait encore au budget de 1934 des crédits pour « Travaux à l'école des pupilles », alors que celles-ci n'existeront bientôt plus. On a désiré savoir si la somme prévue à l'article 21 pour bourses d'études a déjà été répartie et de quelle façon, et plusieurs de nos collègues intéressants au sort des anciens pupilles ont demandé ce qu'ils étaient devenus et si le Département leur permettait de choisir librement l'établissement d'instruction où ils allaient continuer leurs études.

Les crédits demandés sont en réalité destinés à l'entretien des bâtiments abritant les deux écoles des cadets de Namur et de Saffraenbergh près Saint-Trond, ainsi que des classes moyennes flamandes des pupilles maintenues transitoirement à Alost.

dag en nacht, in al de moeilijke en pijnlijke oefeningen, blijk gegeven hebben van schranderheid, vlugheid, orde, tucht en methode.

Ten einde dit verslag dat wij zoo kort mogelijk willen maken niet te verlengen is uw verslaggever zoo vrij, Mevrouw, Mijne Heeren, U aan te zetten, om het vlegschrift dat het reeds hooger genoemde *Bulletin belge des Sciences Militaires* heeft laten verschijnen, aandachtig te lezen.

Met belangstelling zult gij er het uitgebreid verslag in lezen over de voorbereiding van de oefening, de werkzaamheden der technische subcomités, het algemeen scenarioon (Maatregelen in de steden, Usines Cockeril, te Seraing, hoogovens, enz, steenkoolmijnen van Marihaye, te Seraing, fabrieken van Ougrée-Marihaye, spoorwegen, oefening van Renory, te Angleur, brandbommen, enz).

Behalve inlichtingen van algemeenen aard, zult gij er besluiten in vinden welke ter overweging van al de gemeentelijke en administratieve overheden zouden moeten gegeven en onverwijd toegepast worden.

Uw verslaggever acht het noodig te herhalen dat uiterst ernstige vorderingen gemaakt werden en dat, dank zij het initiatief van Luitenant-Generaal Giron en van zijn adjunct Kapitein Calberg, het vraagstuk van de passieve verdediging van onze burgerbevolking en van onze steden thans bekend is en dat men van nu af de noodige ervaring bezit om het op doeltreffende wijze op te lossen.

Wij vertrouwen dat de bevoegde en verantwoordelijke overheden dat zij zich, zonder verwijl, zullen laten leiden door de lessen van de oefening van Luik.

**

Ettelijke collega's hebben vragen gesteld over punten van ondergeschikten aard. Ik ben zoo vrij geweest hun rechtstreeks de antwoorden over te maken welke de Minister van Landsverdediging mij heeft willen geven.

**

Over de pupillenscholen werd een paar opmerkingen gemaakt, welke ik hieronder laat volgen met de uitlegging welke mij door het Departement van Landsverdediging verstrekt werden.

Leden hebben gevraagd waarom door het departement op de begroting voor 1934 nog credieten uitgetrokken worden voor « Werken in de Pupillenschool », ofschoon deze binnenkort opgeheven worden. Men heeft gevraagd of de som, welke bij artikel 21 voorzien wordt voor studiebeurzen, reeds verdeeld werd en op welke wijze, en verscheidene collega's die in het lot van de gewezen pupillen belang stellen, hebben gevraagd wat er van dezen geworden was en of het departement hen in de gelegenheid stelde de opleidingsschool te kiezen waar zij hun studiën zouden voortzetten.

De gevraagde credieten zijn, eigenlijk, bestemd voor het onderhoud van de gebouwen waarin de twee kadettscholen van Namen en Saffraenbergh-bij-St-Truiden ondergebracht zijn, alsmede de Vlaamsche middelbare klassen voor pupillen welke voorloopig te Aalst gebleven zijn.

Il est à noter que si les écoles des pupilles du degré primaire ont été supprimées à l'issue de l'année scolaire 1932-1933, les écoles des pupilles du degré moyen ne sont supprimées que progressivement, à raison d'une classe par année.

Aux termes de l'article 24 de l'A. R. organique des écoles des Cadets de l'armée n° 34429 du 26 mars 1933, 200 bourses d'études compensatoires de la suppression des écoles des pupilles peuvent être attribuées chaque année. Pour l'année scolaire 1933-1934, 103 candidats seulement ont réussi l'examen pour l'obtention de ces bourses. Toutefois, leur montant ne sera liquidé aux intéressés qu'en fin d'année scolaire (septembre 1934) et sur production d'un certificat de l'établissement d'instruction qu'ils fréquentent, attestant qu'ils sont de bonne conduite, qu'ils ont suivi les cours de l'année scolaire écoulée et qu'ils sont admissibles dans la classe supérieure.

Les pupilles licenciés ont été rendus à leur famille.

L'arrêté royal organique précité leur a accordé une allocation annuelle de 500 francs et cela jusqu'au moment où ils auraient normalement terminé la classe de 4^e des écoles des pupilles du degré moyen.

Ils peuvent continuer leurs études dans l'établissement d'instruction à leur choix, à l'exclusion, toutefois, des cours du soir et des dimanches.

* *

Plusieurs membres de la Chambre des Représentants ont demandé à votre Rapporteur de leur indiquer combien il y avait encore, en ce moment, de Commissions d'invalidité dans le Royaume, où elles avaient leur siège, quelle était leur composition et combien de cas elles avaient tranchés au cours de l'année 1933 :

- 1^e Comme cas nouveaux;
- 2^e En révision;
- 3^e En aggravation.

M. le Ministre de la Défense Nationale a bien voulu répondre :

Il existe pour la Royaume *trois* Commissions d'invalidité proprement dites instituées en vertu de l'article 67 des lois coordonnées sur les pensions militaires :

- a) Une Commission de première instance pour les causes du temps de guerre;
- b) Une Commission de première instance pour les causes du temps de paix.
- c) Une Commission d'appel qui connaît des recours relatifs aux causes du temps de guerre et du temps de paix.

* *

Ci-après dénomination et caractéristiques de ces Commissions :

Hierbij wezen opgemerkt dat, indien de pupillenscholen van den lageren graad bij het einde van het schooljaar 1932-1933 opgeheven werden, de pupillenscholen slechts geleidelijk, ieder jaar een klas, opgeheven worden.

Op grond van artikel 24 van het Koninklijk inrichtingsbesluit der kadettenscholen van het leger n° 34,429 van 26 Maart 1933, kunnen als vergelding voor de afschaffing der pupillenscholen, ieder jaar 200 studiebeurzen toegekend worden. Voor het schooljaar 1933-1934 zijn slechts 103 candidaten geslaagd in het examen voor het bekomen *dezer* beurzen. Het bedrag zal, evenwel, slechts aan het einde van het schooljaar (September 1934) aan de belanghebbenden uitgekeerd worden, na overlegging van een getuigschrift van het onderwijsgesticht dat zij bijwonen en waaruit blijkt dat zij een goed gedrag hebben, de lessen van het afgelopen schooljaar gevolgd hebben en dat zij mogen overgaan naar een hogere klas.

De ontslagen leerlingen werden naar huis gezonden.

Bij het hooger genoemd Koninklijk inrichtingsbesluit werd hen een jaarlijksche toelage van 500 frank toegekend tot het oogenblik waarop zij, in gewone omstandigheden, de 4^e klas van de pupillenscholen van den middelbaren graad zouden beëindigd hebben.

Zij mogen hun studiën voortzetten in het onderwijsgesticht hunner keuze, met uitsluiting, evenwel, van avonden zondaglessen.

* *

Verscheidene leden van de Kamer der Volksvertegenwoordigers hebben aan uw verslaggever gevraagd te zeggen of er, voor het oogenblik, in het land nog invaliditeitscommissies bestonden, waar deze hun zetel hadden, welke hun samenstelling was en hoeveel gevallen zij gedurende het jaar 1933 behandeld hadden :

- 1^e Nieuwe gevallen;
- 2^e Herziening van gevallen;
- 3^e Verergering.

De Minister van Landsverdediging heeft hierop het volgend antwoord verstrekt :

Er bestaan voor gansch het Rijk *drie* eigenlijk gezegde invaliditeitscommissies ingesteld op grond van artikel 67 van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen.

- a) Een commissie van eersten aanleg voor de zaken uit de oorlogsjaren;
- b) Een commissie van eersten aanleg voor de zaken uit vredestijd;
- c) Een commissie van beroep welke kennis neemt van het beroep betreffende zaken uit de oorlogs- en de vredesjaren;

* *

Hierna benaming en bevoegdheid van deze Commissies :

A. — Commission des pensions militaires d'invalidité et Commission des pensions et allocations aux veuves, orphelins et descendants.

Siège : 52, rue du Cygne, Ixelles.

Composition :

Président : un officier supérieur.

Membres : un officier supérieur, deux médecins militaires, un officier subalterne, un invalide de guerre (ancien militaire de rang subalterne).

Nombre de cas tranchés en 1933 (31 octobre) :

1^e Cas nouveaux : 956 (il s'agit de demandes de pensions introduites avant le 31 décembre 1928 à la faveur des délais successifs accordés et pour lesquelles les éléments justificatifs du droit ont été produits tardivement);

2^e Révisions et aggravations : 8,907 (les éléments manquent pour séparer ces deux espèces).

N. B. — Les dossiers des veuves, orphelins et descendants sont examinés par une section spéciale de la Commission.

Cette section siège 24 chaussée de Wavre, Ixelles.

Elle est composée comme suit :

Président : un officier supérieur.

Membres : deux officiers, un invalide de guerre (ancien militaire de rang subalterne), un médecin assistant.

Elle a tranché pendant la période susvisée : 747 cas.

B. — Commission militaire des pensions et réformes (temps de paix).

Siège : 52, rue du Cygne, Ixelles.

Composition :

Président : un officier général ou un officier supérieur.

Membres : un officier supérieur, un officier subalterne, un médecin militaire.

Nombre de cas tranchés en 1933 (31 octobre) : 1,930 (les éléments manquent pour répartir ce nombre en cas nouveaux, révisions et aggravations). A remarquer que, pour le temps de paix, les pensions peuvent être accordées provisoirement pour un an et que le nombre ci-dessus comprend les renouvellements et les consolidations de pensions provisoires.

C. — Commission supérieure d'appel des pensions et allocations militaires :

Siège : 24, chaussée de Wavre, Ixelles.

A. — Commissie voor de militaire invaliditeitspensioenen en Commissie voor de pensioenen en tegemoetkomingen aan de weduwen, weezzen en bloedverwanten in de opgaande tijd.

Zetel : 52, Zwaanstraat, Elsene.

Samenstelling :

Voorzitter : een hooger officier.

Leden : een hooger officier, twee militaire geneesheeren, een lager officier, een oorlogsinvalid (oudgediende van lageren rang).

Aantal afgehandelde gevallen in 1933 (31 October) :

1^e Nieuwe gevallen, 956 (het geldt hier pensioenaanvragen ingediend vóór 31 December 1928, dank zij de achtereenvolgens verleende uitstellen en waarvoor de rechtvaardigende gegevens, om aanspraak te maken, laatstig werden ingediend) ;

2^e Herzieningen en verergeringen : 8,907 (de noodige gegevens onthouden om deze twee soorten af te zonderen).

N. B. — De dossiers van de weduwen, weezzen en opgaande bloedverwanten worden door een bijzondere afdeeling der Commissie onderzocht.

Deze afdeeling is gevestigd : 24, Waverschen Steenweg, Elsene.

Zij is als volgt samengesteld :

Voorzitter : een hooger officier.

Leden : twee officieren, een oorlogsinvalid (oudgediende van lageren rang), een geneesheer assistent.

Gedurende voormelde periode heeft zij uitspraak gedaan in 747 gevallen.

B. — Militaire commissie voor pensioenen en reform (vredestijd).

Zetel : 52, Zwaanstraat, Elsene.

Samenstelling :

Voorzitter : een officier-generaal of een hooger officier.

Leden : een hooger officier, een lager officier, een militair geneesheer.

Getal afgehandelde gevallen in 1933 (31 October) : 1,930 (de noodige gegevens onthouden om dit getal onder te verdeelen in nieuwe gevallen, herzieningen en verergeringen. Aan te slippen valt, dat in vredetijd de pensioenen voorlopig voor één jaar mogen verleend worden, en dat voormeld getal de hernieuwing en de bevestiging van voorlopige pensioenen omvat).

C. — Hoogere beroeps-commissie voor de pensioenen en militaire toelagen.

Zetel : 24, Waverschen Steenweg, Elsene.

Composition :

Président : un magistrat, conseiller à la Cour d'appel ou un magistrat militaire.

Membres : un médecin militaire, un officier supérieur, un invalide de guerre (ancien militaire de rang subalterne). (Pour les causes du temps de paix ce dernier est remplacé par un officier subalterne.)

Nombre de cas tranchés en 1933 (31 octobre) :

a) Causes du temps de guerre : 2,463, dont 209 cas de veuves;

b) Causes du temps de paix : 484 (les éléments manquent pour répartir ces nombres en cas nouveaux, revisions et aggravations).

**

L'Institut Cartographique Militaire retient chaque année l'attention particulière de la Commission, et il est curieux de voir, lorsqu'on relit les rapports sur le budget établis depuis quelques années, qu'il s'y trouve toujours une série de questions sur cet établissement militaire.

Cette année encore, votre rapporteur a reçu plusieurs demandes qui ne visent point l'organisation même de l'*Institut cartographique militaire*, mais qui traduisent les protestations qui se sont élevées de divers côtés dans notre pays, contre les travaux auxquels se livre cet organisme.

En effet, Madame, Messieurs, une vive émotion s'est manifestée parmi les industriels du livre, les éditeurs et les imprimeurs civils qui protestent, non sans raison, contre la concurrence qui leur est faite par l'*Institut cartographique militaire*. Cet établissement de l'Armée semble avoir une tendance de plus en plus marquée à enlever à l'industrie privée des commandes fort importantes, au moment où cette industrie, plus encore que d'autres, peut-être, se débat dans des difficultés inextricables et s'impose des sacrifices considérables pour ne pas licencier son personnel et ne pas grossir ainsi le nombre déjà si considérable des chômeurs.

L'*Institut cartographique militaire* devrait, comme son nom l'indique, rester un établissement réellement et exclusivement militaire, ne s'occupant que de travaux pour le Département de la Défense nationale et l'Armée. C'est la conception de beaucoup de nos collègues.

On fait remarquer à juste titre que l'*Institut cartographique militaire* compte actuellement :

95 fonctionnaires, employés et gens de service et 171 agents temporaires et salariés, soit au total : 266 personnes émargeant au budget de la Défense nationale, grossissant celui-ci dans de notables proportions, représentant pour l'Etat une dépense de 4,396,800 francs.

Votre rapporteur ajoute que ce personnel pourrait être porté à 301 hommes, émargeant au budget de la Défense nationale, puisque le cadre effectif des agents temporaires et des salariés est fixé à 206 unités.

Il faut ajouter à cette dépense déjà considérable, le chapitre « Approvisionnements » de toute nature, frais géné-

Samenstelling :

Voorzitter : een magistraat, raadsheer bij het Hof van beroep of een militair magistraat.

Leden : een militair geneesheer, een hooger officier, een oorlogsinvalide (oudgediende van lageren rang).

(Voor de gevallen in vredestijd, wordt laatstgenoemde door een lager officier vervangen.)

Aantal afgehandelde gevallen in 1933 (31 October) :

a) Zaken uit oorlogstijd : 2,463, waarvan 209 gevallen van weduwen;

b) Zaken uit vredestijd : 484 (de noodige gegevens ontbreken om deze getallen in te delen in nieuwe gevallen, herzieningen en verergeringen).

**

Het militair Cartografisch Instituut wekt ieder jaar de bijzondere aandacht op van de Commissie, en het is wel wonderlijk dat men bij alle Begrootingen, sedert de laatste jaren, eene lijst vragen vindt aangaande deze militaire instelling.

Dit jaar, heeft uw verslaggever nogmaals verschillende vragen ontvangen, die het niet gemunt hebben op de inrichting zelf van het Cartografisch Instituut, doch die een protest vormen, uitgaande van verschillende zijden van het land, tegen de werkzaamheden van die instelling.

Inderdaad, Mevrouw, Mijne Heeren, de mededinging van het Militair Cartografisch Instituut verwekt eene groote beroering onder de nijveraars van het boek, de uitgevers en de private drukkers die hiertegen niet zonder reden opkomen. Bedoelde legerinstelling schijnt het er op aan te leggen, zeer belangrijke bestellingen aan de nijverheid te onttrekken, op een oogenblik dat deze, meer misschien dan andere, met onoplosbare moeilijkheden te kampen heeft, en zich aanzienlijke opofferingen moet getroosten om haar personeel niet af te danken en aldus het reeds zoo aanzienlijk getal werkloozen te vermeerderen.

Zoals zijn naam het aanduidt, moest het militair cartografisch Instituut eene eigenlijke en uitsluitelijk militaire inrichting blijven, slechts werk verrichtend voor het Departement van Landsverdediging en voor het Leger : Dit is de opvatting van vele leden.

Terecht doet men opmerken dat het militair cartografisch Instituut thans bestaat uit :

95 ambtenaren, bedienden en dienstpersoneel en 171 tijdelijke agenten en loontrekenden, zynde samen : 266 personen welke op de Begrooting van Landsverdediging voorkomen, zoodat deze in aanzienlijke verhouding gestegen is, hetgeen voor den Staat eene uitgave betekent van 4,396,800 frank.

Uw verslaggever voegt er aan toe, dat dit personeel op 301 personen zou kunnen gebracht worden, als zynde bezoldigd op de Begrooting van Landsverdediging, gezien het werkelijk kader der tijdelijke agenten en der loontrekenden bepaald is op 206 eenheden.

Bij deze reeds aanzienlijke uitgave dient nog gevoegd : het hoofdstuk « Bevoorradingen » van allen aard, alge-

raux pour l'imprimerie typographique, l'imprimerie lithographique, etc., etc., pour une somme de 1,892,500 francs, ce qui donne une dépense totale de 6,289,300 francs.

Il est certain que l'industrie privée ne peut lutter contre l'imprimerie de l'Institut cartographique militaire. Le personnel de ce dernier est un personnel de première valeur et la Commission de la Défense nationale est unanime à lui rendre hommage. Il est assuré d'une enviable stabilité qui lui enlève les graves soucis du chômage; il est formé d'une élite choisie parmi les meilleurs ouvriers d'une industrie qui exige des qualités spéciales et nombreuses. L'Institut cartographique militaire ainsi composé, constitue donc, naturellement, une concurrence redoutable pour l'imprimerie civile, écrasée de charges, de taxes et d'impôts et qui voit chaque jour davantage se fermer ses débouchés à l'étranger et diminuer l'importance de ses carnets de commandes.

La Commission s'est demandé ce que feraient d'autres industries privées et quelles violentes protestations s'élèveraient, si les divers départements ministériels, par raison d'économies, se mettaient à faire fabriquer par les ateliers de l'Etat le matériel qui leur est nécessaire pour leurs besoins courants : automobiles, matériel de chemin de fer, de téléphone, de télégraphe, meubles, etc., etc.

Votre rapporteur a traduit ces remarques et ces plaintes à M. le Ministre de la Défense nationale qui a bien voulu faire la réponse suivante :

L'imprimerie typographique de l'Institut cartographique militaire a entrepris des travaux pour l'Office Central des Imprimés en exécution de la dépêche de M. le Premier Ministre (Cabinet du Premier Ministre, N° CZ/6877) prise à la suite d'un vœu exprimé par la commission chargée de la recherche des moyens de réduire les frais de publications des imprimés et documents officiels.

Cette dépêche prescrit en son 3^e que le travail sera exécuté de préférence, chaque fois que cela ne sera pas absolument impossible, dans les ateliers de l'Etat (*Moniteur belge*, imprimerie typographique de l'I. C. M., imprimerie des prisons) et avec l'autorisation du Ministre de la Défense nationale (dépêche Cabinet, N° 42/299/M. 2 du 20 septembre 1933). Ce fut fait dans un but d'avoir le rendement maximum des installations et, par le fait même, d'avoir le minimum de prix de revient, notamment par la réduction du pourcentage des frais généraux.

Le personnel de l'imprimerie typographique est composé d'ouvriers engagés sans allocations militaires et d'ouvriers civils ayant la même origine, et soumis aux mêmes règles que ceux de l'industrie privée. Tous sont payés suivant le barème approuvé par la Fédération patronnale belge des industries du livre, la Fédération typographique belge et la Centrale des travailleurs du livre de Belgique. L'imprimerie typographique n'occupe pas de soldats miliciens.

Que l'Office Central des Imprimés fasse travailler l'imprimerie typographique ou l'imprimerie privée, ce sont donc les mêmes ouvriers qui travaillent. Passer le travail de

neene lasten voor de typografische drukkerij, de steendrukkerij, enz. enz., voor een bedrag van 1,892,500 frank, hetgeen eene totale uitgave vormt van 6,289,300 frank.

Het staat vast, dat de privaat-nijverheid het niet kan wisselen tegen de drukkerij van het militair cartografisch Instituut. Dit laatste bezit een uitgelezen personeel en de Commissie voor de Landsverdediging is eensgezind om er hier hulde aan te brengen. Het beschikt over een benijdenswaardige stabiliteit, waardoor het niet bezorgd hoeft te zijn voor werkloosheid : het is samengesteld uit de keur der werklieden eener nijverheid waarvoor talrijke en bijzondere eigenschappen worden vereisch. Aldus samengesteld, is het militair cartografisch Instituut natuurlijk een gevaarlijke mededinger voor de privaat-drukkerij welke gebukt gaat onder overdreven lasten, taxes en belastingen en wier afzetgebieden in het buitenland met den dag afnemen, terwijl de belangrijkheid aan bestellingen ingsgelijks vermindert.

De Commissie heeft zich afgevraagd wat er van andere privaat-nijverheden zou geworden, en welk hevig protest er zou geuit worden, indien de verschillende ministeriële departementen, om besparingen te doen, door de Werkhuizen van den Staat, het materieel moesten laten vervaardigen dat zij noodig hebben voor hun gewoon gebruik : motorrijtuigen, spoorweg-, telefoon-, telegraafmaterieel, meubels, enz. enz.

Uw verslaggever heeft deze bemerkingen en klachten aan den Minister van Landsverdediging overgemaakt, en deze heeft het volgende geantwoord :

De typografische drukkerij van het Militair Cartografisch Instituut heeft werken uitgevoerd voor het Centraal Bureau voor Drukwerken, krachtens een schrijven van den Eerste - Minister (Kabinet van den Eerste - Minister, nr. C. Z./6877), ingevolge den wensch uitgedrukt door de Commissie gelast met het onderzoek van de middelen om de kosten van uitgifte der drukwerken en officiele documenten te verminderen.

In 3^e van dien brief, wordt voorgescreven dat, telkens het niet volstrekt onmogelijk zal zijn, het werk bij voorkeur in de Staatswerkhuizen zal uitgevoerd worden, (*Moniteur Belge*, Typografische Drukkerij van het M. C. I., Drukkerij der gevangenissen), en dit mits toelating van den Minister van Landsverdediging (brief Kabinet, nr. 42/299/M2, van 20 September 1933). Dit werd gedaan ten einde de grootste rendeering van de instellingen te bekomen en om aldus den laagsten kostprijs te bekomen, inzonderheid door de vermindering van het percentage der algemeene onkosten.

Het personeel van de typografische drukkerij bestaat uit wederdienstnemende werklieden zonder militaire vergoedingen en uit burgerlijke werklieden met dezelfde afkomst, en hetzelfde regime, als deze van de private nijverheid. Zij worden allen betaald op basis van het barema goedgekeurd door de Belgische Patroonsfederatie van de Boeknijverheid, de Belgische Typografen-vereeniging, en de Centrale der Belgische Boekbewerkers. De typografische drukkerij bezigt geen soldaten-miliciens.

Of het Centraal Bureau voor Drukwerk werk geeft aan de typografische drukkerij of aan de private drukkerij, het zijn dezelfde werklieden die werken. Het werk van de

L'imprimerie typographique à l'industrie privée aura pour conséquence de faire renvoyer les temporaires de l'imprimerie typographique et de les faire émarger au chômage exactement de la même manière que s'il s'agissait d'une imprimerie quelconque.

En conséquence, le fait que l'imprimerie typographique travaille pour l'Office Central des Imprimés n'aggrave nullement le budget du chômage.

La réponse de M. le Ministre sera certes considérée comme pertinente par certains de nos collègues, mais elle ne donnera pas toute satisfaction à ceux d'entre eux qui considèrent qu'un établissement *militaire* ne devrait pas travailler pour l'Office Central des Imprimés, ni enlever à l'industrie privée, déjà gravement atteinte par la crise, les travaux pour lesquels elle s'était constitué en personnel de choix et un outillage spécial.

Et à ce sujet, Madame, Messieurs, votre Rapporteur a enregistré les craintes de certains organismes civils qui redoutaient de voir enlever à des firmes privées l'impression de la *Revue du Travail* et de la carte touristique de l'Automobile Club — travail publicitaire paraissant quatre fois par an au tirage de 40,000 exemplaires.

M. le Ministre a bien voulu répondre :

Il est exact que, en conformité de ce qui précède, l'imprimerie typographique compte entreprendre l'impression de la *Revue du Travail*, texte français, et elle imprimera également l'édition flamande de cette revue.

En ce qui concerne la carte de l'état des routes du Royal Automobile Club de Belgique, il y a quelques années qu'elle est faite par l'imprimerie lithographique de l'Institut Cartographique Militaire, et il ne semble pas que cela ait jamais provoqué une émotion considérable, puisqu'on n'a jamais soulevé la question.

Ce fut en raison du caractère d'utilité publique et de l'absence de but lucratif que comporte cette carte et aussi parce que le Royal-Automobile-Club estimait l'Institut Cartographique Militaire le mieux qualifié pour la réaliser selon ses désiderata.

Votre Rapporteur croit cependant de son devoir de signaler, Madame, Messieurs, qu'on dit ouvertement que l'Institut Cartographique Militaire n'est pas suffisamment outillé pour exécuter la *Revue du Travail* et qu'il faudra qu'il se procure à cet effet une machine à composer dite Intertype qui coûterait plus de 100,000 francs.

**

Un membre a fait remarquer qu'au chapitre VI (subsidies pour travaux et acquisitions) dans lequel est inscrit la somme de 7,173,000 francs pour le service des bâtiments militaires, il est parlé de travaux de réfection et de construction aux bâtiments militaires mais il n'est rien inscrit pour l'amélioration du centre d'instruction des Brancardiers-infirmiers au camp de Beverloo.

Il n'est prévu aucune somme au Budget (Dépenses exceptionnelles) pour la construction d'une caserne pour ce centre; et rien n'indique, hélas, qu'au budget extraordi-

typografische drukkerij sturen naar de private nijverheid. doet de tijdelijk aangenomen werklieden der typografische drukkerij aan de deur zetten en brengt ze ten laste van het Werkloozenfonds, juist alsof het eerder welke drukkerij ook betrof.

Dat de typografische drukkerij werkt voor het Centraal Bureau voor Drukwerk, bezwaart bijgevolg hoegenaamd niet de begrooting van den werkloozensteun.

Het antwoord van den Minister zal stellig aan sommige van onze collega's afdoend voorkomen, doch zal degenen onder hen niet voldoen, die van meening zijn dat een *militaire* instelling niet zou mogen werken voor het Centraal Bureau van Drukwerk, noch aan de door de crisis reeds zoo zwaar geteisterde privaat-nijverheid het werk ontnemen, waarvoor zij zich keurpersoneel en bijzonder materieel aanschafte.

En op dit punt, Mevrouw, Mijne Heeren, heeft uw verslaggever de vrees vernomen van sommige burgerlijke instellingen, die vreezen dat aan private firma's het drukken zou ontnomen worden van het *Arbeidsblad* en van de toeristen kaart der Automobiel Club, welk publiciteitswerk vier maal per jaar verschijnt met een oplage van 40,000 exemplaren.

De Minister heeft geantwoord :

Inderdaad, zoals hierboven gezegd, gaat de typografische drukkerij het drukken op zich nemen van het *Arbeidsblad*, Fransche tekst, en ook de Vlaamsche uitgave er van.

Wat betreft de kaart van den wegtoestand van de Koninklijke Automobiel-Club van België, deze wordt sedert enkele jaren gemaakt door de lithografische drukkerij van het Militair Cartografisch Instituut, en dit schijnt nooit veel ontroering te hebben verwekt, vermits de vraag nooit opgeworpen werd.

Dit gebeurde wegens het karakter van openbaar nut en het afwezig zijn van winstbejag bij het uitgeven dazer kaart, en ook omdat de Koninklijke Automobiel-Club het Militair Cartografisch Instituut het best geschikt achtte om ze te verwezenlijken volgens haar wenschen.

Uw verslaggever meent nochtans U te moeten doen kennen, Mevrouw, Mijne Heeren, dat openlijk gezegd wordt dat het Militair Cartografisch Instituut de noodige werktuigen niet heeft om het *Arbeidsblad* te drukken, en dat het zich hiervoor een zetmachine zal moeten aanschaffen, Intertype geheeten, dat meer dan 100,000 frank zou kosten.

**

Een lid deed opmerken dat in hoofdstuk VI (subsidies voor werken en aankopen), waarin de som van 7,173,000 frank voorkomt voor den dienst der militaire gebouwen, gesproken wordt van herstellings- en bouwwerken aan de militaire gebouwen, doch niets voorzien wordt voor de verbetering van het opleidingscentrum der Brankardiers-verplegers in het kamp van Beverloo.

In de Begrooting werd niet de minste som voorzien (Uitzonderlijke Uitgaven) voor het bouwen eener kazernc voor dit centrum; en niets wijst er helaas op, dat in de

naire, on ait prévu cette dépense devenue urgente et indispensable.

Le C. I. B. I. est caserné depuis 1921 dans de vieilles baraques en planches datant de la guerre. Elles sont délabrées et dans le plus mauvais état. L'hiver est particulièrement dur et pénible pour les occupants. Cette situation offre naturellement des dangers graves pour leur santé. En 1923 déjà, la Commission de l'Armée s'est émue de cet état de choses et l'honorable M. Fieullien, dans son rapport disait : « Les dortoirs, classes, réfectoires, salles » d'études, etc., sont installés dans de vieux baraquements » en mauvais état. La pluie y pénètre de toute part : les » hommes n'ont pas de cassettes. Il y a jusque 42 hommes » logés dans un baraquement où il y a à peine place pour » 30 hommes.

« Ces installations sont absolument défectueuses et insuffisantes. Les membres de la Commission estiment que » des mesures doivent être prises immédiatement pour remédier à cette situation. Ces installations qui doivent » abriter des unités séjournant au camp en permanence devraient être construites en matériaux durs. Et M. Fieullien ajoutait que les installations sanitaires étaient insuffisantes et qu'il serait hautement souhaitable que des installations plus saines et plus confortables fussent mises à la disposition de ces unités ».

Ce rapport, je le répète, Madame, Messieurs date de 1923 et vous le trouverez reproduit dans mon rapport de cette même année sur le Budget de la Défense Nationale.

Le Département est d'ailleurs convaincu de la nécessité de créer une caserne pour le C. I. B. I. Les études ont été faites, et depuis 1928 il avait été décidé, si mes renseignements sont exacts, de commencer les constructions.

L'avant-projet de construction est élaboré depuis 1929 et le crédit fut prévu en 1930, 1931, 1932 et 1933.

Nous n'ignorons pas les raisons majeures qui ont empêché le Département de passer à l'exécution.

Mais la Commission estime qu'il n'est plus possible d'attendre davantage. Il ne faut plus qu'on puisse faire des comparaisons regrettables entre le logement des autres soldats et celui des brancardiers ecclésiastiques et qu'on entende que l'Etat a de l'argent pour construire des casernes pour les troupes du chemin de fer, des écuries, des porcheries, etc., et qu'il n'en trouve pas pour loger décentement les brancardiers de son armée.

A la question que votre rapporteur eut l'honneur de poser à M. le Ministre de la Défense nationale, celui-ci a bien voulu s'empresser de répondre :

L'abandon du casernement de baraquements en bois de la compagnie de B. I. est décidé en principe depuis 1930. Son remplacement par des bâtiments en dur devait être échelonné sur 5 ans, de manière à réaliser, ainsi pour 1935, la situation définitive dans son entièreté, les baraquements en bois restés en service étant entretenus dans la mesure strictement nécessaire.

Mais la situation financière, les crédits restreints mis à la disposition du Département, la nécessité de consacrer

Buitengewone Begrooting, deze uitgave die dringend en onontbeerlijk geworden is, voorzien werd.

Het O. C. B. V. is sedert 1921 gekazerneerd in oude planken barakken die dagteekenen van den oorlog. Zij zijn bouwvallig en in allerslechtsten staat. De Winter is bijzonder hard en pijnlijk voor de bewoners. Deze toestand brengt natuurlijk groote gevaren meé voor hun gezondheid. In 1923 reeds heeft de Legercommissie zich dezen toestand aangetrokken en de achtbare heer Fieullien zei in zijn verslag :

« De slaapzalen, klassen, refets, studiezalen zijn ingericht in oude barakken in slechten staat. De regen dringt er overal binnен. De manschappen hebben geen kassen. 42 man betrekken een barak waar nauwelijks plaats is voor 30 man.

« Deze instellingen zijn volkomen gebrekkig en ontoereikend. De leden der Commissie meenen dat dadelijk maatregelen moeten getroffen worden om dien toestand te verhelpen. Deze instellingen, die eenheden moeten onder dak brengen welke bestendig in het kamp verblijven, zouden uit harde stoffen moeten gebouwd zijn. » En de heer Fieullien voegde er bij, dat de gezondheidsinstellingen ontoereikend waren en dat het hoogst wenschelijk zou zijn dat meer gezonde en geschikte lokalen aan die eenheden toegewezen worden . »

Dit verslag, ik herhaal het, Mevrouw, Mijne Heeren, dagteekent van 1923 en gij kunt het terugvinden in mijn verslag van datzelfde jaar over de Begrooting van Landsverdediging.

Het Departement is er, trouwens, van overtuigd, dat men eene kazerne voor O. C. B. V. zou moeten oprichten. Studiën werden gemaakt, en, indien ik het goed voorheb, werd er sinds 1928 beslist, met den bouw aan te vangen.

Het voorontwerp van gebouw is opgemaakt sedert 1929, en het crediet werd in 1930, 1931, 1932 en 1933 voorzien.

Wij weten wel om welke hogost gewichtige redenen het Departement tot de uitvoering niet is kunnen overgaan.

Maar de Commissie is van oordeel, dat er niet langer meer gewacht mag worden. Het is niet wenschelijk dat men bedroevende vergelijkingen zou blijven maken tusschen de huisvesting der andere soldaten en deze der geestelijke brancardiers, en dat men zou moeten hooren zeggen dat de Staat over geld beschikt om kazernen voor de spoorwegtroepen op te trekken, voor de paarden- en varkensstallen, enz., en dat hij er geen over heeft om de brancardiers van zijn leger een behoorlijk onderdak te bezorgen.

Op de door uwen verslaggever dienaangaande gestelde vraag, heeft de Minister van Landsverdediging zonder verwijl geantwoord :

Sedert 1930, werd er in principe beslist, af te zien van de kazerneering van de compagnie B. V. in houten barakken. De vervanging hiervan door stevige gebouwen moest verdeeld worden over een tijdperk van 5 jaren, om aldus, in 1933, een volkomen definitieve toestand te bekomen, terwijl aan de in gebruik gebleven barakken slechts het hoogst noodig onderhoud zou verricht worden.

Maar tot nog toe kan dit programma niet uitgevoerd worden, wegens den financieelen toestand en de beperkte

ces derniers à des travaux plus urgents, n'ont pas permis jusqu'à présent d'entamer ce programme.

Notamment le crédit d'un million prévu originellement au projet de budget de 1932 a du être remplacé par un crédit équivalent en vue de permettre la construction d'un pavillon pour contagieux à l'hôpital militaire de Bruxelles. J'ai exposé ce sacrifice indispensable au Directeur du C. I. B. I. et j'ai la conviction qu'il en a compris l'absolute nécessité.

Je n'ai pas, faute de ressources et étant donné les exigences immédiates, pu inscrire semblable crédit au budget de 1933. Mais j'accepterais immédiatement tout amendement qui tendrait à obtenir l'insertion de ce crédit au budget.

Cependant, je fais observer que l'état des baraquements n'est pas actuellement de nature à compromettre la santé des miliciens affectés au C. I. B. I. J'ai prescrit d'ailleurs au service compétent d'assurer l'entretien des dits baraquements dans des conditions satisfaisantes.

**

Enfin plusieurs autres questions ont été posées ou envoyées à votre rapporteur qui s'est hâté d'adresser les réponses dès qu'elles furent en sa possession.

**

En terminant ce travail rapide, votre rapporteur se fait un devoir de remercier M. le Ministre de la Défense nationale et les officiers de son Département de la célérité apportée par tous à répondre aux demandes que je leur avais adressées, et des facilités qu'ils m'ont données pour me permettre de remplir rapidement la mission dont vous m'aviez chargé.

C'est grâce à l'aimable appui que j'ai reçu du Département de la Défense nationale que votre rapporteur, cette année encore, aura pu rédiger et déposer son travail dans des délais aussi courts.

**

Le budget de la Défense nationale a été adopté par 8 voix contre 4.

Le Rapporteur,

P. DE BURLET.

Le Président,

L. MUNDELEER.

credieten waarover het Departement beschikte, daar deze laatste aan dringender werken dienden bestedt.

Het crediet van één miljoen dat in den beginne in het ontwerp van begroting voor 1932 werd voorzien, is inzonderheid vervangen moeten worden door een gelijkwaardig crediet om een paviloen voor besmettelijke zieken te kunnen oprichten in het militair hospitaal te Brussel. Ik heb de noodzakelijkheid dier onmisbare opoffering aan den Bestuurder van het O. C. B. V. uiteengezet, en ik ben er van overtuigd, dat hij er de volstrekte noodzakelijkheid van heeft ingezien.

Bij gebrek aan geldmiddelen en gezien de onmiddellijke noodwendigheden, heb ik dergelijk crediet op de begroting voor 1933 niet kunnen voorzien. Maar ik zou onmiddellijk elk amendement aanvaarden dat de inschrijving van dit crediet op de begroting zoo beoogen.

Ik moet nochtans doen opmerken, dat de huidige staat der barakken thans niet van aard is, de gezondheid der miliciens van het O. C. B. V. in gevaar te brengen. De bevoegde dienst heeft, overigens, van mij opdracht gekregen, het onderhoud dier barakken in de best mogelijke voorwaarden te verzekeren.

**

Ten slotte, werden nog vele andere vragen aan uw verslaggever gesteld en hij heeft deze met den mogelijken spoed beantwoord.

**

Bij het afsluiten van dit vlug overzicht, acht uw verslaggever het zich tot plicht, den Minister van Landsverdediging en de Officieren van zijn Departement zijnen dank te betuigen voor den spoed waarmede op de gestelde vragen werd geantwoord, en de wijze waarop zij mij in staat gesteld hebben de mij toevertrouwde taak zoo snel mogelijk te vervullen.

Dank zij den bereidwilligen steun van het Departement van Landsverdediging, heeft uw verslaggever, nogmaals, binnen zoo korte tijd, zijn verslag kunnen opstellen en indienen.

**

De begroting van Landsverdediging werd aangenomen met 8 tegen 4 stemmen.

De Verslaggever,

P. DE BURLET.

De Voorzitter,

L. MUNDELEER.